

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Mort à crédit

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

« La banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant pour mener la production capitaliste au-delà de ces propres limites et l'un des pourvoyeurs les plus efficaces de crises et d'escroqueries ». Voilà comment on peut, en une phrase, résumer la situation actuelle. Le mécanisme bancaire, avec ces procédés proches de l'escroquerie, tel la « titrisation » des prêts hypothécaires, mène à la crise. Pourtant, bien qu'éminemment d'actualité, ces propos ne datent pas d'aujourd'hui. Ils furent prononcés en ...1883, par Karl Marx. Comme quoi, le mécanisme de la crise capitaliste n'est pas nouveau.

Ce sont bien les politiques dites « néo-libérales » qui sont responsables de la crise financière actuelle. Impulsées par les USA dans les années 80, les politiques de libéralisation totale des marchés, de déréglementation, ont d'abord été imposées aux peuples (n'oublions pas qu'un des premiers en dehors des USA à pratiquer ce type de politique était Pinochet...), puis mises en place par l'intermédiaire du FMI et de ses « Plans d'Ajustement Structurels ». L'UE aujourd'hui ne sort pas de cette orthodoxie libérale.

Pourtant les avertissements étaient nombreux : Crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), crise de la nouvelle économie (2000), argentine (2001), crise des subprimes (2007) se sont succédé, une bulle chassant l'autre. La crise aujourd'hui sort du cadre de la finance dans la mesure où l'économie réelle entre en récession (- 0,3 % pour le PIB français au deuxième trimestre, - 0,5 % en Allemagne et - 0,2 % dans la zone euro).

La montée en puissance des marchés financiers est liée à la répartition des richesses produites

C'est depuis une vingtaine d'année que c'est formé un marché global des capitaux. Cette globalisation financière s'est traduite par un « décloisonnement des marchés ». Ouverture à l'étranger des marchés nationaux, et éclatement des compartiments des marchés intérieurs : marché monétaire (argent à court terme), marché financier (capitaux à plus long terme), marché des changes (entre les monnaies), marché à terme...les « opérateurs » qui misent sur le marché financier peuvent passer sans cesse d'un type de titre à l'autre, en recherchant le meilleur rendement possible, sur un marché désormais devenu mondial.

Les autres phénomènes qui ont accéléré la croissance des marchés financiers sont l'innovation financière et la montée en puissance des « investisseurs institutionnels ». Toute une panoplie de produits nouveaux sont apparus sur les marchés financiers. Par exemple la création du marché monétaire à très court terme dans les années 80, alors que d'autres outils se sont développés à une vitesse fulgurante : diffusion de titres à taux variables, du marché à terme qui permet de revendre dans le futur (le terme) des produits à un prix déterminé au moment de l'achat, développement des options, ou s'achètent et se vendent des possibilités de choix (par exemple une option de vente permet de vendre une action à un terme à un certain prix....). Enfin, les institutions financières, les « zinzins », ou investisseurs institutionnels, qui sont des organismes de gestion collective de l'épargne ont pris une ampleur sans précédent. Par exemple les fonds de pension, qui gèrent l'épargne retraite dans les pays où le financement des retraites est fondé sur un régime de capitalisation comme aux USA, les assurances et les sociétés d'investissement (les SICAV). Ces investisseurs institutionnels ont pris un poids énorme dans l'économie mondiale. En 2000, selon Dominique Plihon, leurs actifs dépassent 30000 milliards de dollars, soit plus que le PIB total des principaux pays développés. Au total, il s'agit d'un ensemble de facteurs qui ont fragilisé les marchés financiers et les ont rendu quasi incontrôlables.

Les flux financiers internationaux ont alors connu une progression explosive, en totale déconnexion avec les besoins de financement de l'économie réelle. N'oublions pas que théoriquement, les marchés financiers doivent permettre

une allocation « optimale » de l'épargne. D'après la Banque des Règlements Internationaux (la BRI), la taille du marché de change (ou s'échangent les monnaies) a été multipliée par 3 de 1998 à 2001. En 2001, 1500 milliards de dollars, soit le PIB annuel de la France, ont été échangés chaque jour sur le marché des changes. Avec plus de 190000 milliards de dollars en 2006, la finance représente 400% du PIB mondial[1].

C'est donc l'importance démesurée des marchés financiers qui ont entraîné la montée de bulles financières et ont créés les conditions d'un krach d'une ampleur égale voire supérieure à celui de 1929.

Les rapports de force entre capital et travail, totalement favorable au capital depuis 20 ans, sont au cœur de cette crise. 100 000 personnes seulement disposent d'avoirs financiers équivalents au quart du PIB mondial, soit près de 15 000 milliards de dollars (10 601 milliards d'euros)[2].

L'augmentation des profits et la stagnation des salaires sont au cœur du problème.

L'augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée signifie mécaniquement la baisse du taux de salaire, qui s'est traduit par une stagnation des salaires notamment en Europe. Or, la baisse des salaires n'incite pas les capitalistes à investir dans la production. Il n'y a pas assez de débouchés, la demande est insuffisante. Les profits n'étant pas investis, ils sont donc placés sur les marchés financiers et sont utilisés à la spéculation. Les actionnaires, détenteur du capital des grandes entreprises, exigent d'elles une rentabilité toujours plus forte. D'où des politiques de rigueur salariale, ayant pour double effet de restreindre encore plus la demande, et d'accroître les fonds spéculés sur les marchés financiers, plus rentables. Ce cercle vicieux de l'économie libérale était l'objet des critiques de Keynes après 1929.

L'accroissement des profits est un des facteurs à l'origine de la formation des bulles spéculatives. Une récente étude de la Commission européenne indique que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a baissé en moyenne d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982. En 2006, aux Etats-Unis, 1 % des personnes les plus riches recevaient 23 % du revenu national contre 10 % en 1982[3].

Les USA ont cru trouver la solution imparable à l'atonie de la demande. L'endettement. Au lieu d'augmenter les salaires pour que la demande soit soutenue, ils ont encouragés l'endettement des ménages. Ce qui ne fait qu'accroître l'ampleur de la crise.

C'est donc le surendettement des ménages américain qui a permis de soutenir, pendant au moins une décennie, la croissance économique américaine, moteur de l'économie mondiale. C'est aussi lui qui est l'une des causes de l'effondrement actuel de l'économie, de plus en plus de ménages n'étant plus en capacité de rembourser leurs prêts, en particuliers les fameux prêts immobiliers, les subprimes. La logique implacable de l'économie libérale, la course au rendement maximal, a accéléré l'instabilité du système financier, et la dégradation du rapport salarial ne peut conduire qu'à une crise générale de l'économie.

Une crise systémique

La crise est d'abord partie d'un effondrement du marché immobilier. Mais ce n'est que le point de départ. Suite à la déréglementation sur les marchés, les prêts immobiliers des ménages Américains ont été transformés en titre (c'est

la titrisation qui est une forme d'innovation financière sensée limiter les risques...) échangeables sur les marchés financiers. Ils se sont donc diffusés. Ces prêts hypothécaires avaient des taux d'intérêts variables. Quand ils ont augmenté, de nombreux ménages n'ont pas pu rembourser. C'est le premier acte de la crise. Durant l'été 2007, des dizaines de milliers d'américains, les plus pauvres, ont été expropriés.

Les actionnaires, qui ont achetés ces titres « pourris » pour les revendre plus cher, se sont rendus compte du caractère fictif de leurs avoirs, et revendent en masse ces produits financiers. La multiplication des produits financiers, de plus en plus opaques et risqués, ont accéléré la chute. La bourse s'effondre donc, et, toutes les bourses étant imbriquées, toutes sont touchées.

Les institutions financières, dont les banques, principales détentrices de prêts hypothécaires, commencent à faire faillite, d'abord Lehman Brothers, ce qui amplifie la crise, alors que d'autres sont sauvées par un rachat de l'Etat. Henry Paulson, a jugé que s'il existait un risque systémique suffisant pour justifier le sauvetage par le gouvernement des géants du marché hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac ce n'était pas le cas pour Lehman.

N'ayant plus confiance les uns envers les autres, les banques se suspectent mutuellement de détenir des titres n'ayant plus de valeur, et ne veulent plus se prêter mutuellement des fonds sur le marché interbancaire, ce qui grippe le fonctionnement de l'économie dans son ensemble et l'effondrement se généralise.

La crise immobilière, transformée en crise financière puis en crise bancaire, devient donc une crise industrielle. Les perspectives de croissance économique plongent, les plans de licenciement commencent, et les banques n'ont plus de capacité à accorder de prêts. Les entreprises ne trouvent plus de financement, certaines risquent la faillite, et, pour les grandes entreprises, les cotation boursière chutent. On assiste donc à un risque de faillite complète du financement de l'économie, et se profile le spectre d'une nouvelle « grande dépression ».

Comme nous avons tenté de le démontrer, il ne s'agit pas de « moraliser » ce système, celui-ci étant, par les lois même de son fonctionnement, source de crises de plus en plus profondes, mais de trouver une alternative au libéralisme qui nous mène à une crise générale de l'économie.

Nous sommes donc au bord du gouffre, le mécanisme du krach actuel ressemble à celui de 1929. A cette époque, la production avait chuté de 50% en deux ans, entraînant une paupérisation générale, l'explosion du chômage.... Ce n'est pas encore le cas maintenant, espérons que nous l'éviterons.

Les réponses apportées à la crise

Les gouvernements des pays développés tiennent une responsabilité importante dans la crise actuelle. Ceux sont eux qui ont donné tout pouvoir aux marchés financiers, en éliminant peu à peu toutes les règles qui encadrait la finance depuis l'après guerre. Ceux sont eux qui ont démolis les systèmes de protection sociale, favorisant la finance (par exemple les fonds de pension). Ils ont « flexibilisé » le marché du travail, propageant la précarité, le tout dans l'intérêt des grandes entreprises qui utilisent leurs profits à spéculer...Ils ont laissé les banques commerciales spéculer, et prendre des risques pour l'ensemble de l'économie. Et maintenant qu'il y a la crise, les actionnaires qui se sont enrichis à un point jamais égalé demandent aux Etats de faire payer la note aux salariés. Tout à coup, l'Etat n'est plus le problème de nos économies, mais la solution...

Différents plans de sauvetage sont mis en place. Les institutions internationales et les Etats jouent alors leur rôle de « prêteur en dernier ressort », ce qui donne un peu l'image d'un pompier pyromane... Il faut tenter de limiter les effets

de la crise. Des institutions clé du système financier sont nationalisés, Northern Rock par le gouvernement britannique, puis l'assureur AIG, Fannie Mae et Freddie Mac, aux USA, sont nationalisés pour 200 milliards de dollars.

Par ailleurs, les Etats interviennent directement en injectant des liquidités. Aux Etats Unis, le débat sur le renflouage a porté jusqu'ici sur le rachat pour 700 milliards de dollars, ou même plus, des « actifs problématiques » proposé par le Secrétaire au Trésor Henry Paulson. Ce sont donc les ménages, via l'augmentation des impôts, qui vont payer la note. L'Etat Américain va également émettre des bons du trésor pour renflouer les banques. Autrement dit, il va lancer un énorme emprunt...sur les marchés financiers, et tenter d'attirer les « fonds souverains », c'est-à-dire les capitaux des Etats émergents qui tirent une rente de l'exploitation du pétrole, du gaz....quand à l'UE, les pays de « l'eurogroupe », après maintes tergiversations, accordent des garantie des dettes des banques de 360 milliards d'euros en France, 480 en Allemagne, 367 au Royaume Uni...Soit des centaines de milliards d'euros, alors qu'il y a seulement quelques jours, et depuis bien des années, les « caisses étaient vides » quand il s'agissait des salariés...Encore une fois, la crise profitera aux actionnaires, dont certains font fortune en spéculant pendant la crise, et les salariés payeront.

Bien sur, si l'on arrive à sortir de cette crise, les gouvernements, les dirigeants de l'UE nous assurerons qu'ils « moralisent » le système. Mais concrètement, la spéculation reprendra de plus belle, jusqu'à la prochaine crise.

Pourtant, de vraies solutions existent

On l'a vu, la montée en flèche du taux de profits, et la faiblesse relative des salaires, a été la pompe qui a alimenté la finance. Inverser le rapport de force entre salaire et profit permet de tarir cette pompe et de relancer la demande sur les marchés de biens et services, tout en asséchant la finance. Des mesures d'augmentation des salaires s'imposent donc, comme le préconisait Keynes après la crise de 1929. Augmenter le SMIC a 1500Euros en France permettrait de donner la marche à suivre pour l'ensemble de l'Europe. L'Union Européenne, si elle change radicalement de politique économique, pourrait avoir un grand rôle à jouer dans l'élaboration d'un nouveau modèle économique. Interdire les paradis fiscaux, lutter contre la toute puissance des marchés financier, et établissant un ensemble de règles qui les cadennasse, et mettre en place un vrai plan de nationalisation des industries clé, arme finale contre la finance devrait être le programme actuel des partis de gauche. Il ne s'agit pas de nationaliser les pertes, pour ensuite re-privatiser jusqu'à la prochaine crise au profit totalement scandaleux des seuls actionnaires, mais d'élaborer de vraies entreprises et services publics Européens. Ces nouvelles entreprises publiques doivent être orientées vers un nouveau mode de développement écologique. Il faut plus que jamais taxer les profits, le capital, le patrimoine pour financer un tel programme. Enfin, revoir l'ensemble de la fiscalité européenne, proposer une harmonisation sur une base beaucoup plus redistributive que ce qui est fait actuellement dans les différents pays de l'Union. Tout cela nécessite un vrai budget Européen. Ces idées, qui sont les nôtres depuis de nombreuses années, n'ont jamais été autant d'actualité. Face à la crise générale qui menace, le socialisme est l'arme la plus puissante.

David Torres (32)

[1] Cf. Alternatives Economiques, Hors série n°75, 1er trimestre 2008, p.6

[2] Il est urgent de rompre avec l'emprise de la finance, dans Le Monde du 16 septembre 2008, Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon (économistes, membres du conseil scientifique d'Attac)

[3] Le temps est venu de résister à la Doctrine du Choc de Wall Street

article publié le 2/10/2008 auteur-e(s) : Naomi Klein